

HORS SÉRIE : JUILLET 2019



BP-PP | B-02307
BELGIE(N)
BELGIQUE

Bureau de dépôt : Bruxelles X.
N° d'agrégation : P201042
Adresse de l'expéditeur :
Rue Coenraets, 68
1060 Bruxelles

RAPPORT ANNUEL 2018



SOMMAIRE

Page 3	INTRODUCTION
Pages 4-5	NOS THÉMATIQUES
Page 6	SOLSOC, C'EST...
Page 7	LA CARTE DES PARTENAIRES
Page 8	BURUNDI
Page 9	RD CONGO
Page 10	BOLIVIE
Page 11	COLOMBIE
Page 12	BURKINA FASO
Page 13	SÉNÉGAL
Page 14	MAROC
Page 15	PALESTINE
Page 16-17	LA MOBILISATION ET LE PLAIDOYER
Page 18	LA RÉCOLTE DE FONDS
Page 19	LES FINANCES



SOLSOC est une organisation non gouvernementale agréée par la coopération belge (DGD) pour mettre en œuvre des programmes de développement durable dans les pays du Sud. Elle est aussi l'organisation de solidarité internationale de l'Action commune socialiste qui constitue son ancrage historique et social. En partenariat avec différentes composantes de celle-ci, elle soutient des actions dans 8 pays en Amérique latine, en Afrique et au Proche-Orient. Notre objectif commun est de permettre aux populations de vivre plus dignement et d'accéder à leurs droits socio-économiques et politiques. En Belgique, Solsoc interpelle les décideur·euse·s belges et européen·ne·s afin de relayer les revendications de ses partenaires. Un travail d'information et de mobilisation du public est également mené avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs de démocratie, de solidarité et de justice sociale.

Rue Coenraets, 68 -
1060 Bruxelles

Tel : +32 (0)2 505 40 70
Email : info@solsoc.be

[facebook.com/SolsocASBL](https://www.facebook.com/SolsocASBL)
twitter.com/Solsoc

Présidente : Delphine HOUBA • Vice-présidents : François MARLIER, Jean-François RAMQUET • Secrétaire : Marie-Caroline COLLARD
• Administrateur·rice·s : Brahim BENHADDOU, Jacques BOURGAUX, Dominic BRUMAGNE, Sébastien CHOQUET, Marie-Caroline COLLARD, Etienne GODIN, Gwenaëlle GROVONIUS, Martini HAGIEFSTRATIOU, Delphine HOUBA, Gabrielle JOTTRAND, Rafaël LAMAS, Francis MARLIER, Jean-François RAMQUET, Philippe VAN MUYLDER, Olga ZRIHEN-ZAARI

Imprimerie : Nuance 4 s.a. www.nuance4.be • Graphisme : www.dirk.studio
Adresse de l'expéditeur : Rue Coenraets, 68 – 1060 Bruxelles



Solsoc est membre de l'Association pour une Ethique dans les Récoltes de Fonds (AERF) et adhère à son code éthique. Vous avez ainsi une garantie supplémentaire que nous utilisons les dons que vous nous faites avec rigueur et précaution.

Solsoc respecte les obligations légales telles que stipulées dans le Règlement Général sur la Protection des Données.



PAPIER 100% RECYCLÉ



INTRODUCTION

LE CONTEXTE DE LA COOPÉRATION EN 2018

UN REPLI INTERNATIONAL

Repli identitaire, rejet du non-national, politiques migratoires de plus en plus restrictives. Ces réactions au niveau mondial ont clairement affecté la quantité et la qualité de l'aide publique au développement. À l'échelle internationale, l'aide publique au développement¹ (APD) a connu un repli² de 2,7 % par rapport à l'année 2017. Ce recul s'explique en grande partie par une baisse de l'aide destinée à l'accueil des réfugié·e·s et au reflux du nombre d'arrivées. En Europe, l'APD a été instrumentalisée au bénéfice des intérêts économiques des États membres et du contrôle des flux migratoires, au détriment du développement durable, de la lutte contre la pauvreté et pour l'égalité femmes-hommes.

Les effets dévastateurs de l'ultralibéralisme sur les conditions salariales et la protection sociale des travailleur·euse·s ne sont plus à prouver. La situation des creuseurs artisanaux de la région du Katanga en République Démocratique du Congo en est un exemple éloquent. Bien que le sous-sol de cette région soit riche en minerais précieux (cuivre, cobalt), les creuseurs travaillent, pour un salaire irrégulier, sans protection sociale et dans la crainte des éboulements.

Pour Solsoc, le Travail Dément n'est pas un privilège, mais un droit qui ne devrait laisser personne de côté. Dans ce sens, la Journée internationale des droits des femmes célébrée le 8 mars a été l'occasion de rappeler que la majorité des travailleur·euse·s pauvres sont des femmes³ et que celles-ci doivent faire l'objet d'une attention particulière, d'une priorisation et de stratégies spécifiques.

VIOLATIONS DES DROITS HUMAINS ET SOCIAUX : LES DÉCIDEUR·EUSE·S RESPONSABLES

En 2018, en Colombie, les assassinats des défenseur·euse·s des droits humains, leaders sociaux et syndicalistes ont connu une augmentation inquiétante et ont dépassé les 228 entre le 1^{er} janvier et le 17 novembre de la même année. Face à cette incurie, Solsoc et ses partenaires ont interpellé l'Union européenne pour qu'elle réclame des comptes au gouvernement colombien sur la mise en œuvre de l'Accord de

paix conclu avec les FARC-EP, et qu'elle se positionne clairement en faveur du respect des droits humains. Tout comme en Colombie, des violations des droits humains ont été constatées en Palestine. 164 Palestinien·ne·s ont été tué·e·s et 17.000 ont été blessé·e·s durant les Marches du retour qui ont eu lieu entre le 30 mars et le 31 juillet 2018. Cela, dans un contexte où l'expansion des colonies israéliennes s'apparente chaque jour à une annexion progressive de la Cisjordanie.

POUR UNE COOPÉRATION AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT HUMAIN ET DURABLE

En Belgique, la société civile a clamé haut et fort que #Migrer n'est pas un crime, en se mobilisant autour de la justice migratoire et des communes hospitalières. Un rassemblement a ainsi eu lieu le 7 novembre 2018 devant le Palais de Justice de Bruxelles afin de soutenir 12 personnes en procès pour avoir accueilli des migrant·e·s « illégaux·ales » sous leur toit.

L'actualité a aussi été marquée par les rassemblements en faveur du climat face à une politique nationale peu ambitieuse. Cette même année 2018, la volonté du ministre Alexander De Croo d'aligner sa politique de développement sur la tendance européenne (promotion du secteur privé et de lutte contre les migrations irrégulières) à travers son Projet de loi n'a pas manqué de faire réagir les acteurs de la coopération, dont Solsoc et ses partenaires.

Par leur mobilisation, ceux-ci ont clairement rappelé aux décideur·euse·s que la coopération au développement doit prioriser le développement humain durable et non le commerce belge et la lutte contre les migrant·e·s.

¹ Rapport 2018 du CNCD - 11.11.11 sur l'aide belge au développement

² OCDE, « Repli de l'aide au développement en 2018, en particulier vers les pays qui en ont le plus besoin », 10 avril 2019

³ Alter Égax n°79, Editorial « Inégalités salariales : les femmes toujours les grandes perdantes »

NOS THÉMATIQUES

► LE TRAVAIL DÉCENT

Le Travail Décent est un concept développé par l'Organisation Internationale du Travail (OIT). Il garantit des moyens suffisants pour satisfaire des besoins humains essentiels. Il repose sur quatre piliers : la création d'emplois et de moyens de subsistance durables, l'amélioration des conditions de travail, de la protection sociale et du dialogue social. Il implique l'élimination du travail forcé, l'abolition du travail des enfants, l'élimination de la discrimination de race ou de genre en matière d'emploi, etc.

Au travers du Programme 2017-2021 « Travail Décent » mis en œuvre conjointement par FOS, IFSI et SolSoc, nos organisations entendent promouvoir la mise en œuvre des différentes dimensions du Travail Décent pour les travailleur-euse-s de l'économie formelle et informelle.

Avec l'appui de ses partenaires syndicaux, la Centrale Générale et la Centrale Horval de la FGTB et les Mutualités socialistes UNMS/NVSM, le programme commun renforce ainsi 24 partenaires et 308 organisations de base dans les domaines de l'économie sociale et solidaire, la protection sociale, la défense des droits des travailleur-euse-s, la démocratie et la citoyenneté.



► LA PROTECTION SOCIALE

Chacun-e traverse des moments dans sa vie où il-elle est plus vulnérable. C'est le cas en particulier lorsque l'on tombe malade, que l'on a un accident, mais également quand on perd son emploi,... Ce que nous connaissons en Belgique sous le terme de sécurité sociale est un système d'assurance individuelle basé sur la solidarité et sur une responsabilité collective de la société. Il consiste à garantir l'accès aux soins de santé et à des revenus de remplacement qui forment un filet de sécurité pour continuer à vivre une vie digne dans les moments difficiles. La protection sociale est un droit universel, inscrit dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme depuis 1948. Pourtant, seulement 27% de la population mondiale bénéficient d'une couverture sociale. En Afrique où le défi le plus urgent est l'accès à la santé, plus de 80% n'ont pas accès à une protection sociale.

Pour SolSoc, il est fondamental de renforcer ce cadre et aussi de le protéger dans les pays où les systèmes de protection sociale sont fragiles ou en voie de privatisation. C'est pourquoi, avec l'appui de l'UNMS et des fédérations Solidaris (WAPI, Solidaris Charleroi, Solidaris Liège, Mutualité du Brabant), SolSoc soutient dans 4 pays d'Afrique (Sénégal, Burkina Faso, Burundi et RD Congo) l'extension des mutuelles de santé communautaires afin de permettre à des familles issues du secteur rural et informel d'accéder à des soins médicaux.

SolSoc encourage par ailleurs la mise en réseaux des mutuelles pour mieux défendre les politiques de santé publique dans les secteurs formels et informels, et l'Assurance Maladie Universelle (AMU).



► L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE

Alternative économique au modèle néolibéral, l'économie sociale et solidaire promeut un système basé sur la participation démocratique et la solidarité, plutôt que sur la compétition et la recherche du profit à tout prix. Au Nord comme au Sud, le modèle prend de l'ampleur et rencontre du succès.

Pour SolSoc, l'économie sociale et solidaire constitue une réelle stratégie de création d'emplois décents et d'amélioration des conditions de vie. Que ce soit en milieu urbain ou rural, elle s'adresse majoritairement au secteur informel et aide à repenser les modes de production, de transformation et de commercialisation des produits, ainsi que la gestion économique des coopératives. Les résultats ne se traduisent pas seulement en termes de revenus, mais aussi en qualité de vie, durabilité des dynamiques, inclusion des plus vulnérables, protection de l'environnement... SolSoc entend donc renforcer les capacités des ONG partenaires du Sud et appuyer des coopératives et autres dynamiques économiques avec une attention particulière envers les femmes et les jeunes.

Ces initiatives sont soutenues par SolSoc au Sénégal, au Burkina Faso, en RDC, au Burundi, en Bolivie, en Colombie et au Maroc avec l'appui des assurances P&V.



► LA DÉMOCRATIE, LES DROITS HUMAINS ET LA PARTICIPATION

Pour SolSoc, le développement passe nécessairement par le respect des droits humains et de la démocratie. Cela peut paraître évident, et pourtant... Tandis que les extrêmes racistes et autoritaristes ont le vent en poupe, les menaces qui pèsent sur les leaders des mouvements sociaux, les activistes environnementaux, les défenseur-euse-s des minorités s'assombrissent. Malgré ces difficultés et pour tenter d'y résister, nous soutenons la participation des organisations de la société civile et en particulier des jeunes et des femmes à la définition des politiques publiques qui les concernent, qu'elles soient sociales, agricoles ou commerciales.

SOLSOC ET SES PARTENAIRES NORD ET SUD DÉFENDENT :

- Le Droit international et l'application des résolutions de l'ONU
- Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes en toute indépendance et souveraineté
- Le droit à la réparation pour les populations victimes de violations de leurs droits ou d'atteinte à leur intégrité physique ou morale
- L'égalité des droits entre hommes et femmes
- Le respect des normes sociales et environnementales dans les traités de commerce internationaux
- Le droit à une alimentation adéquate et durable et le droit à la terre



SOLSOC, C'EST...

▶ **24**
ORGANISATIONS
SUD PARTENAIRES

▶ **308**
ASSOCIATIONS
LOCALES OU RÉSEAUX
SOUTENUS

▶ **DANS 8** PAYS D'AFRIQUE,
D'AMÉRIQUE LATINE, EN
PALESTINE, ET EN BELGIQUE

▶ **19** PLATEFORMES
DE SENSIBILISATION
ET DE PLAIDOYER
AUXQUELLES SOLSOC
PARTICIPE EN
BELGIQUE

▶ **298.411** EUROS DANS
LE CADRE DE NOTRE PROGRAMME
DE SENSIBILISATION ET DE
PLAIDOYER EN BELGIQUE

▶ **3.823.915** EUROS
D'APPUI À SES PARTENAIRES SUD

▶ **291** DONATEUR·RICE·S

▶ **18** PERMANENT·E·S
(13,25 ETP)

▶ **DES COLLABORATIONS AVEC 8**
ORGANISATIONS DE L'ACTION COMMUNE
SOCIALISTE (FGTB, FPS, MJS, MULTIPHARMA,
PAC, PS, P&V, SOLIDARIS)

LA CARTE DES PARTENAIRES



BURUNDI

CONTEXTE

Quatre ans après la tentative de coup d'État ayant suivi la décision du Président Nkurunziza de briguer un troisième mandat, la population burundaise continue de s'appauvrir. Le niveau d'insécurité alimentaire y est presque deux fois plus élevé que la moyenne des pays d'Afrique subsaharienne. 75% de la population active, majoritairement rurale et féminine vit de l'agriculture et reste cantonnée à un secteur informel sans aucune reconnaissance légale, sans protection sociale. L'économie étant en récession, les Burundais-e-s connaissent un grand nombre de licenciements et un taux de chômage croissant.

NOTRE ACTION

Le programme de Solsoc au Burundi contribue à l'avancement des 4 piliers du Travail Décent : la création d'emplois durables, les droits des travailleur-euse-s, la protection sociale et le dialogue social. Solsoc agit en milieu rural dans la région du Kirimiro en appuyant des coopératives et d'autres initiatives d'économie sociale et solidaire. Depuis le début du programme, 408 emplois ont ainsi été créés. Cet axe d'appui aux dynamiques économiques bénéficie en outre d'un financement de Wallonie-Bruxelles International pour deux ans. Les partenaires de Solsoc (ADISCO, CNAC, UHACOM) mènent également des actions de plaidoyer pour que les politiques du secteur agricole soient plus favorables aux petit-e-s producteur-riche-s. En 2018, ces actions ont eu plusieurs effets sur les politiques nationales, notamment sur la fixation du prix d'achat du café. En matière de protection sociale, via ADISCO, Solsoc appuie 27 mutuelles de santé communautaires dans les 5 régions productrices de café. La concurrence directe de la Carte d'Assistance Médicale, presque gratuite car subsidiée par l'État, est un obstacle de taille. Néanmoins, un travail important de plaidoyer en faveur d'une meilleure protection sociale est mené par la plateforme PAMUSAB avec l'appui de la plateforme mutualiste MASMUT. Sur le plan du dialogue social, la FEBUTRA, fédération des travailleur-euse-s du secteur agro-alimentaire et partenaire syndical, compte actuellement 4.070 membres. Bénéficiant du soutien de la FBTG Horval, la fédération milite pour une reconnaissance du secteur informel et sensibilise les travailleur-euse-s à revendiquer leurs droits.

« Je fais partie d'un groupe de solidarité rassemblant des paysans de ma colline. Nous cultivons du maïs. Nous avons des problèmes pour stocker notre production, la vendre et nous procurer des semences et des engrais. Grâce à l'accompagnement et aux formations d'ADISCO, nous avons rassemblé 270 paysans et avons fondé une coopérative pour répondre à ces besoins. Par la suite, nous avons décidé de mouliner le maïs pour en faire de la farine. Notre farine est de bonne qualité, elle se vend très bien et nous a permis d'écouler les stocks et d'investir dans nos infrastructures et d'augmenter nos revenus. »

Dancille Kigeme, agricultrice et présidente de la coopérative Tubamurikire appuyée par ADISCO

4 PARTENAIRES
**43 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**674.076 €
D'APPUI ANNUEL**

RD CONGO

CONTEXTE

En République Démocratique du Congo, la fin de l'année 2018 a été marquée par la tenue des élections présidentielles et législatives. La population congolaise, une des plus pauvres au monde, ne semble toujours pas bénéficier des richesses innombrables de son pays. Du fait des défaillances de l'État, les budgets des secteurs de la santé et de l'éducation ne bénéficient quasiment pas d'investissements. Les infrastructures vétustes et les routes impraticables freinent le développement du commerce et l'acheminement des produits agricoles vers les grandes villes. De plus, la corruption toujours présente constitue un obstacle majeur aux investissements privés. La combinaison de ces problématiques et la dominance du secteur informel (au moins 50% du PIB) ne permettent pas à l'État d'avoir les ressources nécessaires au financement d'un budget solide et ambitieux.

NOTRE ACTION

Les actions du programme de Solsoc menées avec les partenaires du CENADEP, du CRAFOP et de la Plateforme DIOBASS et avec le soutien de Solidaris et de la FGTB Centrale Générale, sont en lien avec les 4 dimensions du Travail Décent. Diverses actions du programme permettent de renforcer le leadership des citoyen-ne-s et de soutenir le plaidoyer en faveur de l'agriculture familiale. Dans le domaine de la protection sociale, le programme accompagne la mise en place de 3 mutuelles de santé. En ce qui concerne l'économie sociale et solidaire, les partenaires de Solsoc accompagnent et renforcent 22 initiatives d'économie sociale et solidaire en milieu urbain et rural dans les secteurs minier artisanal, agricole, de la commercialisation et de la construction. Parallèlement, grâce à un projet mené en partenariat avec la Plateforme DIOBASS et avec l'appui du WBI, Solsoc accompagne 20 fermier-ère-s pour qu'il-elle-s améliorent la productivité de leur élevage de poules. Deux projets sont appuyés par Wallonie-Bruxelles International et Bruxelles Environnement dans la ville de Kinshasa: le premier a permis de comprendre « les changements climatiques », les gestes, les actions et les aménagements à effectuer pour contribuer à leur atténuation; le deuxième a pour but de mettre en place une entreprise d'économie sociale de transformation de déchets ménagers et urbains.

« J'ai rejoint la Plateforme des Organisations de Femmes des Quartiers (POFQ) pour défendre les droits des femmes, en particulier ceux des femmes albinos. L'albinos est une personne négligée, discriminée en RDC. Nous avons les mêmes capacités que le reste de la population, mais nous sommes bloquées. Aucune femme albinos n'occupe une place importante. Au début de mon parcours politique, j'ai rencontré des difficultés: le manque de moyens financiers et la difficulté de sensibiliser l'électorat sur la condition des albinos. Grâce à la POFQ, j'ai participé à plusieurs formations données par le CENADEP et ainsi renforcé mes capacités. Je me sens désormais capable de prendre publiquement la parole pour défendre les droits des albinos. »

Micheline Misenga, candidate aux élections provinciales

3 PARTENAIRES
**37 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**631.197 €
D'APPUI ANNUEL**

BOLIVIE

CONTEXTE

Le contexte politique de l'année 2018 a été marqué par des mobilisations en vue des élections présidentielles prévues l'année suivante. L'antagonisme entre le parti au pouvoir et l'opposition a renforcé l'actuelle polarisation au sein de la société bolivienne. Le 6 décembre 2018, la Cour suprême s'est prononcée en faveur d'un quatrième mandat du président Evo Morales, décision qui va à l'encontre de la Constitution de 2009. En ce qui concerne le Travail Décemment, la nouvelle Loi Générale du Travail n'a pu être finalisée, malgré les promesses du gouvernement. Dans le secteur de la santé et de la protection sociale, le ministère de la Santé se dirige vers un Système Unique de Santé. Cette réforme est devenue le fer de lance de la campagne électorale d'Evo Morales. Bien qu'elle soit un signe important de progrès, cette réforme aura besoin d'un suivi constant pour qu'elle soit mise en œuvre.

NOTRE ACTION

Le programme quinquennal, mené en partenariat avec FUNDDASUR, PASOS, AYNÍ et REMTE vise à améliorer les conditions de travail, l'accès à la protection sociale et à de meilleures conditions de vie pour les travailleur-euse-s, les producteur-riche-s, les jeunes et les femmes en Bolivie. Dans ce cadre, Solsoc, avec le soutien de la FGTB Horval, met en place des initiatives d'économie sociale et solidaire et appuie trois syndicats. Entre autres résultats, 341 femmes leaders de 9 Fédérations des Manufactures ont renforcé leurs capacités de prise de parole et d'analyse, et participent de manière constructive au développement de leurs régions. L'Association de producteur-riche-s de produits laitiers artisanaux et naturels (APLANA) de Sucre a obtenu sa personnalité juridique et commercialise ses nouveaux produits laitiers: yogourts, glaces et jus. Les organisations de maraîcher-ère-s, producteur-riche-s de lait et d'artisanat de la région de La Paz participent aux foires-expositions et cherchent des alternatives pour promouvoir leurs productions.

« La production de miel a changé ma vie et celle de ma famille. J'ai participé à plusieurs formations de renforcement de capacités organisées par PASOS, partenaire de Solsoc ici en Bolivie. J'ai également eu l'opportunité de voyager au Brésil en 2018 et d'échanger avec des experts qui m'ont beaucoup appris. Les revenus que cette activité génère me permettent non seulement de bénéficier de plus de temps avec ma famille, mais également d'offrir de meilleures conditions d'éducation, de santé et d'alimentation à ma femme et mes enfants, ce qui me rend très heureux. Enfin, ce projet me permet de continuer à apprendre pour devenir un meilleur agriculteur et aider par là même d'autres familles à développer leur production. »

Luis Urquiza, producteur de miel dans la municipalité de Sucre

4 PARTENAIRES
**25 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**436.926 €
D'APPUI ANNUEL**

COLOMBIE

CONTEXTE

En septembre 2016, le président colombien Juan Manuel Santos a signé un accord de paix avec les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). 2 ans plus tard et avec l'entrée en fonction de Ivan Duque (7 août 2018), dauphin de l'ancien président d'extrême-droite Alvaro Uribe et fervent opposant à l'accord, le bilan est loin d'être positif: les négociations avec la guérilla de l'ELN (Ejército de Liberación Nacional) sont paralysées et les violences envers les défenseur-euse-s des droits humains, leaders sociaux-ales et syndicalistes ont augmenté de manière inquiétante et entraîné de nouveaux déplacements des populations. Mais 2018 fut également l'année des grandes mobilisations pour une éducation publique de qualité, la lutte contre la corruption et l'obtention de garanties pour les défenseur-euse-s des droits humains.

NOTRE ACTION

À Uraba, une des régions les plus touchées par le phénomène de l'accaparement de terres en Colombie, Solsoc soutient l'IPC (Institut Populaire de Formation) qui, à son tour, appuie des organisations de paysan-ne-s qui réclament le retour sur leurs terres. En 2018, 20 terrains ont été restitués aux agriculteur-riche-s et 178 ont été formalisés. À titre d'exemple, Laureano Gomez a récupéré ses terres, après une lutte qui a duré plus de 20 ans. Dans le domaine de l'économie sociale et solidaire, les actions de notre partenaire ATI (Association de Travail Interdisciplinaire) ont permis d'appuyer 64 marchés locaux bio. Il s'agit des résultats de la grande campagne « Llevo el Campo », donc l'objectif est de promouvoir l'agriculture familiale et plus particulièrement le rôle des femmes dans celle-ci. Enfin, grâce à l'appui et à l'expertise de notre partenaire la FGTB Horval, Solsoc a contribué au renforcement de 3 syndicats du secteur alimentaire avec comme objectif l'amélioration des conditions des travailleur-euse-s. Les résultats sont importants : le nombre des affilié-e-s et le pouvoir de négociation vis-à-vis des entreprises ont considérablement augmenté.

« Ce qui m'a poussé à devenir agricultrice ? L'envie que mes enfants aient une alimentation saine. J'ai eu la chance de me joindre à ce projet de marché bio, soutenu par le Comité Salsa et ATI, partenaires de Solsoc, il y a 5 ans. Nous avons suivi des formations, certains ont également eu la chance de voyager à l'étranger pour s'inspirer d'autres initiatives. Nous sommes au total une dizaine d'agriculteurs, l'offre est donc plus grande, sans pour autant qu'il y ait de la concurrence, car nous ne vendons pas les mêmes produits. Ici, nous sommes tous une famille : si tu as un chagrin, ils sont là pour toi, si tu es heureux, pareil. »

Ruth Zamudio, agricultrice au marché de Fusagasuga

2 PARTENAIRES
**7 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**431.822 €
D'APPUI ANNUEL**

BURKINA FASO

CONTEXTE

Depuis 2018, le Burkina Faso fait face à des attaques quasi quotidiennes contre tout ce qui représente l'État, ainsi qu'à une vague de plus d'un million de réfugié-e-s de fuyant l'insécurité. La situation économique se détériore également. La politique de plus en plus libérale du gouvernement favorise le secteur des mines au détriment d'autres branches comme l'agriculture, porteuse d'emplois et de souveraineté alimentaire.

NOTRE ACTION

Solsoc et ses partenaires burkinabés ASMADE, UMUSAC et UCRB, travaillent ensemble à étendre la protection sociale, favoriser la création d'emplois durables et améliorer les droits des travailleur-euse-s de l'économie informelle et du monde rural, les jeunes et les femmes étant particulièrement visé-e-s. Depuis le début du programme en 2017 et grâce notamment à l'appui des mutualités Solidaris, près de 12.000 personnes se sont affiliées aux mutuelles de santé dans les zones où nos partenaires travaillent. Six nouvelles unions régionales de mutuelles ont été mises en place en 2018. Les syndicats partenaires de Solsoc, appuyés par la FGTB Horval, poursuivent eux aussi leur croissance. À la fin de l'année 2018, les syndicats partenaires UCRB, SYNTAH, SYNTETH, et la FNBP-B comptaient ensemble plus de 18.400 membres. Malgré l'insécurité ambiante et alors que certaines ONG songent à quitter le pays, Solsoc poursuit sa collaboration avec tous ses partenaires au Burkina Faso.

« Quand j'ai commencé à travailler avec le CARTPL, je me sentais mal à l'aise. Je pilais du soubala (graines de néré fermentées) et les amis se moquaient de moi. Mais nous avons vu que c'est vraiment rentable. On peut se prendre en charge, on ne demande rien pour manger. Je donne souvent des formations sur le soubala. Je sais aussi faire des jus et du savon. Je donne aussi des formations sur ces pratiques. La semaine passée, une femme m'a appelée pour venir former son groupe de trente femmes en fabrication du savon. Elles étaient très contentes. Vraiment, le CARTPL m'a beaucoup appris. Ça me permet de gagner ma vie aujourd'hui et j'en suis particulièrement contente »

Awa SAWADOGO, membre du Collectif des Associations des Restauratrices et des Transformatrices des Produits Locaux (CARTPL) de Ouagadougou, partenaire d'ASMADE

3 PARTENAIRES
**70 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**402.338 €
D'APPUI ANNUEL**

SÉNÉGAL

CONTEXTE

En 2017, le gouvernement du président Macky Sall a été remanié. Dans l'ensemble, l'impact de ce remaniement a été positif, mais il y a encore du chemin à faire. Des mesures de soutien aux femmes, de création d'emplois visant à réduire le départ des jeunes à l'étranger (programme « Tekki-Fii », « Réussir ici ») ou encore la fixation de la vente d'arachide à un prix décent pour les producteur-riche-s sont autant de mesures en faveur du développement. Cependant aujourd'hui, moins de 50% des Sénégalais-e-s bénéficient d'une couverture maladie; l'État continue donc de soutenir la mise en place de la Couverture Maladie Universelle, notamment à travers le PSE (Plan Sénégal Émergent).

NOTRE ACTION

Solsoc et ses deux organisations partenaires au Sénégal, l'ONG GREEN et le réseau Oyofal Paj, travaillent ensemble à étendre la protection sociale et à améliorer les droits des travailleur-euse-s de l'économie informelle et du monde rural, et plus particulièrement les jeunes et les femmes en favorisant la création d'emplois durables. Depuis le début du programme en 2017, 506 emplois ont été créés et maintenus par le biais d'initiatives d'économie sociale et solidaire en agriculture et en transformation de produits non agricoles. Le travail d'Oyofal Paj a permis, grâce au soutien des mutualités Solidaris, de fidéliser les membres des mutuelles. On en dénombre aujourd'hui près de 287.000 dans les départements d'intervention. Pour assurer une gestion efficace des affiliations, les chargé-e-s de l'assurance maladie au niveau régional ont été formé-e-s au système de gestion des mutuelles mis en place par l'État sénégalais et à une plateforme électronique de collecte des cotisations (SUNU CMU) lancée lors de la Foire internationale de Dakar. De plus, un appui organisationnel, technique et politique est mis en œuvre auprès des partenaires sénégalais afin de leur permettre de représenter une véritable force de mobilisation et de défendre leurs droits.

« L'envie de s'entraider, de se réunir entre femmes du même quartier nous a poussées à créer le Groupement d'intérêt économique (GIE) Niakk Jariu. Nos débuts ont été difficiles, mais le fait de s'associer nous a permis d'obtenir des fonds pour lancer une activité de transformation de céréales locales. Par la suite, grâce à l'appui des partenaires de Solsoc, nous avons pu acquérir un réfrigérateur et étendre notre activité de transformation aux fruits et légumes. Chaque jour qui passe renforce notre conviction et l'amour de notre travail dans la solidarité et la participation de toutes les femmes. »

Coumba Yambé Seck, présidente du Gie Niakk Jariu

2 PARTENAIRES
**45 ORGANISATIONS
LOCALES APPUYÉES**
**410.085 €
D'APPUI ANNUEL**

MAROC

CONTEXTE

Partout au Maroc, les revendications se multiplient. Les citoyen-ne-s réclament une justice sociale, une répartition équitable des richesses et une égalité de traitement devant la loi. Mais ces mouvements sont étouffés par les autorités : des arrestations en masse et des sentences allant jusqu'à 20 ans de prison ferme sont tombées pour des leaders de mouvements sociaux qu'on accuse de séparatisme. Des tentatives de modification de la loi pour interdire le boycott d'entreprises proches de l'État, pratique pourtant pacifique, ont également vu le jour. Dans une tension permanente, le milieu associatif se voit dispersé entre les causes, mais reste malgré tout ferme dans son positionnement : il faut tirer vers le haut, par un travail social et politique, les jeunes rongé-e-s par le chômage, et élever les femmes au même rang que les hommes.

NOTRE ACTION

Au Maroc, Solsoc et ses partenaires AJR, IFAAP et AFAQ appuient 15 associations de quartier de Casablanca et 15 initiatives d'économie sociale et solidaire, afin de les renforcer sur le plan technique, stratégique et politique avec le soutien des assurances P&V. « Délices de mon pays », coopérative travaillant dans le secteur de la pâtisserie, emploie actuellement directement et indirectement 50 membres. En novembre 2018, elle a eu le plaisir d'accueillir le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative, M. André Flahaut, dans ses locaux. Grâce à l'appui de Solsoc, ces associations développent des projets de quartier sur base des besoins exprimés par les citoyen-ne-s dans les domaines de la santé, la jeunesse, l'éducation, l'économie sociale et solidaire, l'égalité des chances et l'environnement. Enfin, la dimension de plaidoyer politique est particulièrement présente au Maroc. En effet, Solsoc et ses partenaires sont soucieux de faire remonter vers les pouvoirs publics les préoccupations des jeunes et des femmes, les incluant ainsi dans les politiques qui les concernent et les impliquant dans les processus de décision. En septembre, les jeunes ont organisé le forum « Que veulent les jeunes ? » où il-elle-s ont informé et sensibilisé les décideurs sur leur situation et leurs attentes.

© Bibbi Abuzzini - Solsoc

3 PARTENAIRES

**30 ORGANISATIONS
LOCALES SOUTENUES**

**473.215 €
D'APPUI ANNUEL**

« J'ai quitté mon pays, la Guinée-Conakry, pour des raisons familiales et par manque de travail. Je suis arrivé au Maroc par les airs pour y retrouver un ami. Mon périple a été long, plein de péripéties : j'ai perdu mon passeport, une grosse partie de mon argent et me suis rendu compte que mon ami n'en était pas vraiment un. Je cherchais du travail désespérément, quand j'ai découvert « Délices de mon pays ». J'y ai commencé un stage de formation qui va bientôt se transformer en emploi. Ici, je suis comme chez moi. On me traite bien. Il n'y a pas de patron, nous sommes tous des collègues. La confiance que les femmes du projet m'ont accordée, je ne vais jamais la trahir. »

Ibrahima Mohammed Soumah, membre de la coopérative « Délices de mon pays » à Casablanca

PALESTINE

CONTEXTE

Durant l'année 2018, la situation politique en Palestine s'est dégradée notamment après les multiples mesures hostiles prises par l'administration Trump envers les territoires occupés, à titre d'exemple la reconnaissance illégale de Jérusalem comme capitale d'Israël et l'arrêt du financement de l'UNRWA qui est l'agence de l'ONU pour les réfugié-e-s palestinien-ne-s. L'occupation s'est intensifiée avec les démolitions aléatoires de villages palestiniens en Cisjordanie, l'annexion de terres et les déplacements forcés des populations bédouines (cas du village bédouin de Khan Al Ahmar). De plus, les rapports des Nations Unies se montrent alarmistes face à une situation environnementale, économique et politique qui sera invivable d'ici 2020. La « Marche du retour », pourtant pacifique, continue d'être réprimée par l'armée israélienne faisant chaque mois des mort-e-s et des blessé-e-s principalement parmi les jeunes.

NOTRE ACTION

En Palestine, Solsoc appuie MA'AN Development Center et PAC (Popular Art Center). Ces organisations travaillent avec les jeunes employé-e-s, chômeur-euse-s et étudiant-e-s, ainsi qu'avec des organisations locales et des décideur-euse-s à Gaza et en Cisjordanie (y compris Jérusalem-Est). Elles entendent développer des espaces d'échange d'idées et d'expériences pour renforcer le positionnement des jeunes sur les problèmes qui les concernent en encourageant leur responsabilité sociale et leur participation citoyenne. C'est l'objectif du « Summer camp » qui, en 2018, a accueilli 70 jeunes engagé-e-s. Nos partenaires facilitent également la mise en réseau et les alliances avec certains acteurs clés afin de travailler sur des enjeux communs et de se réapproprier l'identité palestinienne. Ils sensibilisent les jeunes à l'existence de modèles socio-économiques alternatifs et les accompagnent dans le développement d'initiatives d'économie sociale et solidaire. D'autre part, Solsoc et la FGTB Centrale Générale soutiennent la PGFTU, le principal syndicat palestinien, avec les travailleur-euse-s du secteur des carrières de pierre. L'objectif du programme est de sensibiliser et former les travailleur-euse-s, en particulier sur les mesures de santé et sécurité au travail. Par ailleurs, le syndicat mène également des actions de plaidoyer pour améliorer le respect des droits des travailleur-euse-s, en particulier l'application, voire l'extension, du Code du travail.

« Je travaille au sein du programme depuis 2016 comme coordinatrice au centre régional Al-Awda, situé au nord de la Cisjordanie. Grâce à cet emploi, j'ai développé des compétences en gestion de projet. Aussi, j'ai appris à faire preuve d'adaptation et à gérer des situations inattendues dans un contexte très instable. Je travaille principalement avec des jeunes comme moi, ils m'inspirent et me permettent d'envisager un futur meilleur. Je suis fière de m'exprimer et de faire remonter les besoins des jeunes. Ce qui me touche le plus dans le programme c'est l'esprit dans lequel sont menés les projets auprès des jeunes, et l'empreinte laissée par ces actions. »

Adeen Ibrahim Daher, coordinatrice du Centre Al Awda

3 PARTENAIRES

**51 ORGANISATIONS
LOCALES SOUTENUES**

**343.238 €
D'APPUI ANNUEL**

LA MOBILISATION ET LE PLAIDOYER EN BELGIQUE

En Belgique, Solsoc relaie les préoccupations et les revendications des organisations partenaires du Sud. C'est ensemble qu'ils se proposent de mobiliser le public européen sur les enjeux Nord/Sud, la construction de relations mondiales justes et équilibrées et de nouveaux paradigmes pour un développement solidaire et durable. L'ONG mène un travail d'information et de mobilisation du public en partenariat avec d'autres organisations progressistes qui partagent ses valeurs politiques et philosophiques de solidarité et de justice sociale. Ces organisations sont : la FGTB, Solidaris, les FPS, le MJS, PAC, le CNCD-11.11.11, ainsi que d'autres organisations concernées par les enjeux de solidarité internationale.

Parce que le monde ne changera pas si d'autres politiques sociales, économiques et financières ne sont pas mises en œuvre, Solsoc mène un travail d'interpellation des décideur-euse-s politiques belges et européen-ne-s afin de relayer les revendications et préoccupations de ses partenaires Sud, en particulier en ce qui concerne la Colombie, la Palestine et l'Afrique Centrale, où l'ONG intervient et où les droits humains sont particulièrement bafoués. Afin de donner davantage de poids à son action politique, Solsoc intègre également des plates-formes thématiques ou régionales aux côtés d'autres ONG et de mouvements sociaux belges.



LES PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE 2018

- 7/3** Ciné-débat : « Femmes, actrices clés de la paix en Colombie », à l'occasion de la Journée des droits des femmes, coorganisé avec nos partenaires de la CBC (Coordination Belge pour la Colombie).
- 29/3** Séminaire sur la situation de la santé dans le monde, en partenariat avec d'autres associations, dont FOS, Solidar et le CNCD-11.11.11.
- 25/4** Chaire sur la Solidarité Internationale à Namur: le rôle de l'Action Commune dans la solidarité internationale coorganisé avec le PS, la FGTB et Solidaris.
- 8-9/9** Stand commun avec FOS portant sur la criminalisation des mouvements sociaux, dans le Village des associations de Manifesta en partenariat avec l'ABVV-FGTB Horval.
- 24/10** Manifestation à Schuman organisée par la CBC et INTAL à l'occasion de la visite de M. Ivan Duque, Président de Colombie, pour exprimer notre solidarité avec le peuple colombien, demander la cessation des assassinats des défenseur-euse-s des droits humains et le respect de l'accord de paix.
- 22-23/11** Congrès FGTB Centrale Générale – organisation et tenue d'un stand commun avec FOS et IFSI sur la criminalisation des mouvements sociaux.
- 30/5** Congrès de la FGTB Fédérale – tenue d'un stand commun FOS, Solsoc, IFSI sur la criminalisation des mouvements sociaux.
- 25-26/8** Stand dans le village des associations aux Solidarités en partenariat avec la FGTB Wallonne et PAC à la citadelle de Namur sur le thème « Justice fiscale, justice sociale : et si on partageait les richesses autrement ? »
- 7/11** Journée de visite des carrières du Hainaut avec la délégation CG FGTB Namur partie en mission en Palestine en 2017 et Ghada Hassan, responsable du partenariat syndical en Palestine.
- 21/11** Participation de nos partenaires syndicaux palestiniens au séminaire international du Congrès de la Centrale Générale FGTB.

ZOOM // LE 7^E SÉMINAIRE INTERNATIONAL DE SOLSOC

Au mois d'octobre 2018, les représentant-e-s des ONG et des syndicats avec lesquels nous travaillons se sont donné rendez-vous à Bruxelles afin de participer à notre séminaire international axé sur le Travail Décent. Des visites de terrain et rencontres institutionnelles avec les partenaires Nord de Solsoc (député-e-s, représentant-e-s syndicaux-ales et mutuellistes, ONG) furent des moments riches en échanges. C'est ainsi que l'ensemble de notre délégation s'est rendue à la Cité Miroir de Liège, un espace culturel et citoyen pour découvrir deux organisations : SAW-B (Solidarité des Alternatives Wallonnes et Bruxelloises), et la Ceinture Aliment-Terre Liégeoise. La seconde étape s'est déroulée à La Bourrache, une entreprise d'économie sociale.

Par la suite, nos partenaires ont pris part à différents débats et conférences. Une conférence sur « la jeunesse palestinienne en résistance », a ainsi été organisée en partenariat avec l'Association belgo-palestinienne. Au CNCD-11.11.11, le Midi Info a permis d'échanger sur les mobilisations citoyennes et l'actualité sociale au Maroc. Nos partenaires ont aussi été présent-e-s au Café-débat sur les exécutions extrajudiciaires en Colombie, dans le cadre de la quinzaine de la solidarité internationale organisée par la Ville de Bruxelles, Amnesty International, le Comité Daniel Gillard, Oidhaco et Solsoc. Le thème de la protection sociale a été au cœur des échanges entre des membres de Solidaris La Hestre et les représentant-e-s d'organisations sénégalaises. Les responsables de Solidaris Liège ont quant à eux-elles été informé-e-s du contexte actuel de la protection sociale et de la place des mutuelles de santé en RDC.

Pour terminer, une journée d'échanges à La Louvière autour de la Palestine a réuni des militant-e-s syndicaux-ales belges et notre délégation palestinienne (voir photo). Les partenaires syndicalistes de Colombie, Bolivie, Burkina Faso et Burundi ont saisi cette occasion pour partager leurs préoccupations et leurs espoirs avec les représentant-e-s de Horval.



LA RÉCOLTE DE FONDS



La récolte de fonds assure le suivi et le recrutement des donateur·rice·s : pour 2018, Solsoc a délivré 261 attestations fiscales pour un montant global de **43.708,59 €**. La coordination de l'Opération 11.11.11, de l'action cartes de vœux, ainsi que la participation à d'autres événements, comme le Premier Mai font également partie de ses attributions.

L'année 2018 a nécessité aussi un important travail en lien avec notre nouvelle identité, tout particulièrement la création d'outils de communication et la conception de la rubrique « récolte de fonds » du tout nouveau site de l'association. Découvrez notre nouveau site sur : www.solsoc.be

NOS DIVERS ÉVÉNEMENTS DE RÉCOLTE DE FONDS :

- Premier Mai : Solsoc y a participé, en tenant le bar principal. Les recettes liées à la gestion du bar et à la vente de boissons se sont élevées à **2.368,80 €** en 2018
- Opération 11.11.11 : Solsoc a récolté plus de **19.000 €** (contre 15.571 € en 2017). Malheureusement, le faible apport complémentaire de

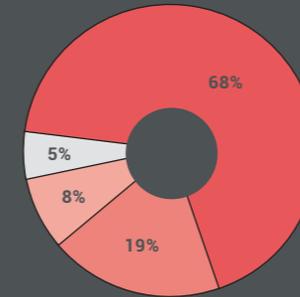
Wallonie - Bruxelles International fait que le résultat est à peine supérieur à celui de 2017 : **82.516 €** pour 81.000 €, malgré les bons résultats de terrain.

- Cartes de vœux : nous avons une recette de 2.526,98 € pour un coût total de 1.034,29 €, soit un bénéfice de **1.492,69 €**.

MERCI À TOU·TE·S CEUX·ELLES QUI NOUS ONT SOUTENU !

▶ LES FINANCES

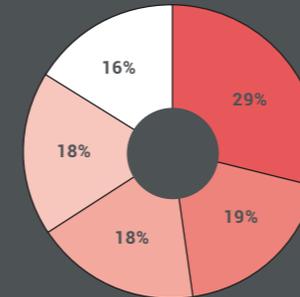
FINANCEMENT DU PROGRAMME ET FRAIS DE STRUCTURE



VOLET SUD	▶ 68%	▶ 3.823.915,90 € *
STRUCTURE SOLSOC	▶ 19%	▶ 1.031.482,04 €
EVALUATION ET SUIVI DES PROGRAMMES (COÛTS DE GESTION)	▶ 8%	▶ 439.326,66 €
VOLET NORD	▶ 5%	▶ 298.411,55 €
TOTAL CHARGES	▶	▶ 5.593.136,15 €

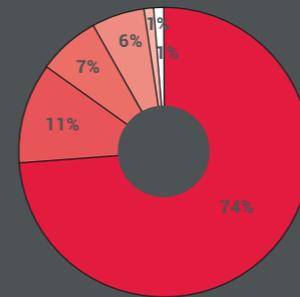
* 68% des fonds sont directement transférés à nos partenaires Sud pour la mise en œuvre des programmes.

RÉPARTITION DES FINANCEMENTS PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



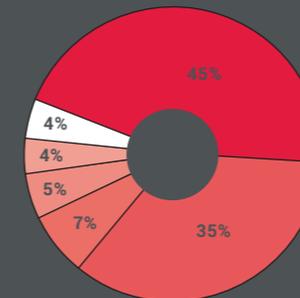
AFRIQUE CENTRALE	▶ 29%	▶ 1.305.273,69 €
AMÉRIQUE LATINE	▶ 19%	▶ 889.764,84 €
AFRIQUE DU NORD ET PROCHE ORIENT	▶ 18%	▶ 816.453,77 €
AFRIQUE DE L'OUEST	▶ 18%	▶ 812.423,59 €
BELGIQUE	▶ 16%	▶ 737.738,21 €
TOTAL	▶	▶ 4.561.654,10 €

SOURCES DE FINANCEMENT



DGD	▶ 74%	▶ 3.794.881,27 €
ACTION COMMUNE SOCIALISTE	▶ 11%	▶ 562.751,73 €
ACTIRIS	▶ 7%	▶ 391.488,92 €
PUBLIC AUTRES (WBI, PROVINCES, BRUXELLES CAPITALE, ETC.)	▶ 6%	▶ 302.671,61 €
PRODUITS DIVERS (1ER MAI, CARTES DE VŒUX, ETC.)	▶ 1%	▶ 44.531,31 €
DONS	▶ 1%	▶ 43.708,59 €
TOTAL	▶	▶ 5.140.033,43 €

APPORTS ACTION COMMUNE SOCIALISTE



FGTB	▶ 45%	▶ 255.009,29 €
UNMS SOLIDARIS	▶ 35%	▶ 195.432,44 €
GROUPES PARLEMENTAIRES	▶ 7%	▶ 40.000,00 €
P&V ASSURANCES	▶ 5%	▶ 30.000,00 €
PS	▶ 4%	▶ 22.310,00 €
MULTIPHARMA	▶ 4%	▶ 20.000,00 €
TOTAL	▶	▶ 562.751,73 €

